

NOTE DE SYNTHÈSE 2

Facteurs démographiques et socioéconomiques
du recrutement fondé sur le genre en Tunisie

INTRODUCTION

La présente note de synthèse est un récapitulatif du papier rédigé par Imen Kochbati, assistante à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Université de Tunis. Le papier est le deuxième d'une série de trois autres publications sur le thème femmes et extrémisme violent en Tunisie. Les recherches et publications ont été commanditées par l'ONU Femmes, dans le cadre d'un projet regroupant l'ONU Femmes, le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF) et le Centre de Recherche sur le Genre, la Paix et la Sécurité de l'Université Monash. Les points de vue exprimés dans cette publication n'engagent que l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux d'ONU Femmes et du Centre de Recherche sur le Genre, la Paix et la Sécurité de l'Université Monash.

La présente note de synthèse intègre la perspective du genre dans les stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV) en Tunisie. En faisant fond sur le constat selon lequel "les organisations impliquées dans l'extrémisme violent ajustent leurs messages de recrutement autour de revendications contextualisées", la présente note récapitule les conclusions des différentes recherches menées sur les relations qui existent entre facteurs socioéconomiques inhérents au genre et extrémisme violent, dans le but de disposer d'une base de données sur laquelle appuyer les opérations de P/LEV en Tunisie. Toutefois, la relation entre autonomisation ou subordination des femmes, extrémisme violent et opérations de P/LEV mérite d'être étudiée plus en détail afin de permettre une meilleure assimilation de ses éventuels impacts et effets et participer à l'élaboration de programmes et de politiques plus efficaces.

Les sources documentaires primaires sur lesquelles la présente note de synthèse fait fond (procès-verbaux d'audience) ont été recoupées avec des données secondaires issues de rapports et autres recherches académiques. Le Centre Tunisien de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme (CTRET) a procédé à la collecte des données originelles, compilées à partir des procès-verbaux de 384 cas enregistrés entre 2011 et 2015 et impliquant près de 1.000 personnes accusées de terrorisme, dont 35

femmes. Toutes les informations pertinentes n'étaient pas disponibles pour chacune des 1.000 personnes qui composent la série de données. De ce fait, certaines analyses ont dû se référer à un échantillon de moins de 1.000 personnes. Aux fins de détermination des méthodes adoptées dans le recrutement et d'évaluation de l'incidence de l'extrémisme violent, la recherche s'est référée à sept indicateurs socioéconomiques : le genre, l'âge, la zone géographique, le statut marital, le niveau d'instruction, la filière d'étude et l'activité professionnelle. Sur le plan méthodologique, il n'a pas été facile de disposer de données ventilées par sexe. Par ailleurs, nous avons dû exclure certaines variables pourtant potentiellement pertinentes, pour cause de rareté ou d'indisponibilité des données.

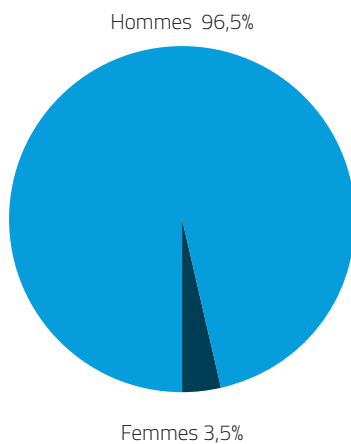
Les données recueillies nous ont permis d'aboutir aux constatations suivantes :

- Les femmes sont minoritaires parmi l'ensemble des individus recrutés dans des groupes d'extrémisme violent, comparativement aux hommes.
- La vulnérabilité socioéconomique peut raviver, chez les femmes, le sentiment de désenchantement et agir comme facteur causal de leur appui aux groupes d'extrémisme violent et de leur engagement dans leurs rangs. La marginalisation est également désignée comme facteur déterminant de l'appui des femmes à des groupes d'extrémisme violent ou de leur adhésion à leurs missions.
- Les femmes ont tendance à être plus jeunes que les hommes au moment de leur inculpation pour terrorisme.
- Les jeunes forment le plus grand groupe parmi les personnes enrôlées dans l'extrémisme violent.
- L'examen des procès-verbaux montre qu'à chaque fois qu'une jeune fille (mineure) est inculpée de terrorisme, un membre de sa famille l'est aussi.
- La plupart des terroristes inculpés sont célibataires, ce qui porte à croire qu'il existe une corrélation entre célibat et extrémisme violent.
- Les étudiants enrôlés dans des groupes d'extrémisme violent, aussi bien hommes que femmes, sont plus nombreux à avoir poursuivi des cursus scientifiques.

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CONSTATS

a) Genre et extrémisme violent

Le principale variable démographique qui ressort de l'examen de l'échantillon de terroristes condamnés est celle du genre : la plupart d'entre eux sont des hommes. Sur les 1.000 individus qui composent l'échantillon, on compte 35 femmes (3,5%). L'examen de l'échantillon montre que les femmes ont tendance à être beaucoup plus jeunes que les hommes au moment de leur inculpation. De plus amples données sont nécessaires pour connaître l'âge auquel les hommes et les femmes décident de s'enrôler dans des groupes terroristes ou de leur apporter leur soutien. Les charges qui pèsent sur les hommes et les femmes de l'échantillon ne sont pas connues. L'examen des dossiers de 100 femmes arrêtées entre septembre 2015 et octobre 2018 fait ressortir bon nombre d'actes criminels pouvant être qualifiés de terroristes, comme d'aller combattre à l'étranger ou de faire l'apologie de l'Etat Islamique sur les réseaux sociaux. Ce qui révèle l'implication des femmes dans tout genre d'activités terroristes : de la logistique au combat.



Distribution du nombre d'inculpations pour terrorisme selon le genre, sur un échantillon de 1.000 personnes

Le faible pourcentage de femmes inculpées de terrorisme dans l'échantillon suggère que les femmes radicalisées sont moins susceptibles que les hommes à avoir affaire avec le système judiciaire. Ce constat souligne l'importance de la perspective du genre quand il s'agit des rôles que les hommes et les femmes jouent dans les groupes terroristes : certes, il arrive que

les femmes se voient confier des missions de combat, mais les hommes sont plus nombreux à le faire. De ce fait, les hommes deviennent plus enclins à être repérés que les femmes, généralement actives dans les sphères privées où elles assurent des rôles logistiques. Cette disparité significative amène à soulever l'hypothèse selon laquelle les femmes ne participent pas au terrorisme et sont, de ce fait, moins enclines à être arrêtées et inculpées. Si l'une de ces hypothèses venait à être vérifiée, il deviendrait nécessaire d'instaurer un traitement judiciaire fondé sur le genre pour les femmes impliquées dans les groupes d'extrémisme violent.

La dynamique du genre affecte la manière dont les hommes et les femmes se radicalisent. Les stratégies de recrutement dans les groupes d'extrémisme violent diffèrent, selon que les recrues soient hommes ou femmes. Les analyses secondaires mettent l'accent sur le rôle de l'enrôlement lié aux liens de parentalité. Les femmes qui s'engagent dans les rangs de groupes d'extrémisme violent ou qui leur apportent de l'appui sont généralement enrôlées par le mari ou par un autre proche de sexe masculin. Les conclusions de nombreuses études de grande envergure sur les motivations des femmes terroristes montrent que ce qui pousse les femmes à adhérer à des groupes extrémistes et ou à commettre des actes d'extrémisme violent est similaire à ce qui motive les hommes. La promesse d'autonomisation faite aux femmes qui s'engagent au sein d'organisations terroristes ou qui leur apportent de l'appui peut être très incitative pour celles qui désirent s'affranchir du joug des sociétés patriarcales. Des recherches fondées sur des données ventilées selon le genre sont nécessaires à l'assimilation des causes profondes de l'extrémisme violent. Les recherches secondaires qui se sont attelées aux causes fondamentales de l'extrémisme violent dans d'autres pays de la région ont révélé que l'autonomisation des femmes aide à ériger des communautés plus résilientes aux menaces que posent l'intolérance et l'extrémisme violent. Il faut aller plus loin pour comprendre l'impact que les politiques anti-terroristes peuvent avoir tant sur les hommes que sur les femmes.

b) Age et extrémisme violent

En Tunisie, les jeunes, et plus particulièrement les jeunes hommes, ont davantage tendance à être embrigadés dans l'extrémisme violent en Tunisie. L'analyse des données secondaires donne à voir que les jeunes sont plus vulnérables au recrutement par les groupes extrémistes violents. On sait que les adolescents ont tendance à s'interroger sur leur propre identité et à se méfier de l'autorité, ce qui les rend plus exposés au risque de radicalisation et de recrutement par les groupes extrémistes violents. Ils sont confrontés à un taux de chômage élevé et ne sont pas suffisamment impliqués dans le processus politique qui s'est installé au lendemain de la Révolution de 2011. Tout porte à croire que les travaux de recherches ne se sont pas suffisamment intéressés à la dynamique de constitution de l'identité masculine et de formation du sentiment d'appartenance, en lien avec le recrutement de jeunes hommes par des groupes extrémistes violents.

c) Situation socioéconomique et extrémisme violent

Les recherches secondaires montrent que, dans certains cas, la marginalisation politique et/ou socioéconomique peut être à l'origine de l'enrôlement au sein de groupes d'extrémisme violent. Toutefois, on apprend également qu'un statut socioéconomique confortable et un niveau d'instruction élevé ne constituent pas de garantie sûre contre l'embrigadement par les groupes d'extrémisme violent. Ce qui veut dire que les femmes qui adhèrent à des groupes d'extrémisme violent ou qui leur apportent de l'appui le font en réaction à une exclusion relative et non absolue.

Ensemble, les disparités économiques, les taux de chômage élevés et la désillusion à l'égard des réformes politiques et économiques aggravent les risques de radicalisation des hommes comme des femmes. Le recul des activités touristiques qui a suivi la Révolution de 2011 et les attentats de juin 2016 à Sousse ont davantage exacerbé les difficultés socioéconomiques et la précarité des travailleurs du secteur, devenus ainsi plus exposés au risque de recrutement par des groupes d'extrémisme violent.

Le rôle que jouent les incitations financières proposées aux femmes pour les pousser à

adhérer aux groupes extrémistes violents n'est pas des moindres. Mais là encore, nous manquons de recherches empiriques propres à la Tunisie. La relation entre pauvreté des femmes et extrémisme violent mérite d'être explorée plus en profondeur. Nous ne savons que peu sur la manière dont une situation économique relativement défavorisée (manque d'accès à l'emploi, discrimination à l'encontre des femmes sur le marché du travail, veuvage, etc.) affecte les processus de radicalisation et d'embrigadement.

Les revendications socioéconomiques susceptibles d'alimenter l'extrémisme violent sont plus importantes dans les zones rurales où l'exclusion est plus saillante et l'accès aux ressources limité. Les femmes qui composent l'échantillon sont, pour la plupart, originaires de Sidi Bouzid. Là encore, la taille réduite de l'échantillon ne permet pas de confirmer la relation de causalité susceptible d'exister entre régions défavorisées, d'une part et engagement dans des groupes d'extrémisme violent, d'autre part.

d) Niveau d'instruction, activité professionnelle et extrémisme violent

Les étudiants qui composent l'échantillon, hommes et femmes, étaient plus nombreux à avoir poursuivi des études universitaires en sciences dures plutôt qu'en sciences sociales. Ce constat fait écho à la plus grande présence de syndicats d'étudiants à obédience islamiste dans les filières scientifiques.

Les données recueillies montrent qu'il existe une corrélation entre niveau d'instruction et engagement dans les mouvements d'extrémisme violent. Des recherches complémentaires sont nécessaires pour comprendre de quelle manière le statut socioéconomique et la marginalisation politique exercent de l'influence sur les femmes, en fonction de leur niveau d'instruction.

Filière	Nombre	Pourcentage
Sciences sociales	1	2.9%
Sciences	7	20.0%

Pas de réponse	27	77.1%
Total	35	100.0

Distribution des profils des femmes détenues dans des affaires de terrorisme, selon le niveau d'instruction

e) Statut marital et extrémisme violent

Les données de l'échantillon montrent qu'hommes et femmes ont tendance à être célibataires, ce qui révèle une corrélation entre célibat et extrémisme violent. Dix-huit femmes sur 29 (63%) et 518 hommes sur 754 (69%) étaient célibataires.

Statut marital	Hommes	Femmes	Total
Célibataires	518	18	536
Marié(e)s	229	10	239
Divorcé(e)s	04	1	5
Veufs(ves)	3	0	3
Pas de réponse	211	6	217
Total	965	35	1000

Distribution des profils des femmes détenues dans des affaires de terrorisme, selon le statut marital

La distribution selon le statut marital fait écho à la documentation secondaire selon laquelle le mariage et le mariage forcé opèrent comme moyens de recrutement dans les groupes d'extrémisme violent en Tunisie. Selon certains rapports publiés en Tunisie et un peu partout ailleurs, on apprend que les groupes d'extrémisme violent font miroiter des promesses de relation ou de mariage aux jeunes filles, en se faisant aider par des prétendants réels ou virtuels. Selon Abdellatif Hannachi, professeur d'histoire à l'Université de la Manouba et chercheur sur le djihad des femmes, "la difficulté de la situation économique de certaines jeunes femmes pousse les groupes extrémistes à les recruter et à les envoyer au djihad en Syrie et en Libye en leur promettant des compensations pécuniaires (qu'elles ne percevront jamais) contre des services sexuels.

On dispose de peu d'informations sur le sujet qui, par ailleurs, verse dans le sensationnalisme. Promettre des épouses aux hommes qui ont rejoint les groupes d'extrémisme violent fait également office de gratification. Sous la dénomination de "Djihad al Nikah", nous retrouvons le mariage forcé, le mariage des enfants, le mariage temporaire, la prostitution et le mariage amoureux. Autant de configurations où le consentement de la mariée n'est pas exigé. Selon Nabila Hamza, "il s'agit d'une relation maritale temporaire dont le but est de satisfaire les besoins sexuels des combattants, le paradis en prime". Le mariage à des fins terroristes est punissable d'un emprisonnement et le mariage forcé va à l'encontre du dispositif légal en vigueur en Tunisie.

f) Dynamiques du genre et extrémisme violent

Les dynamiques du genre affectent les méthodes de recrutement dans les groupes d'extrémisme violent. Des recherches plus poussées sont nécessaires pour explorer ces dynamiques et les différents rôles que les femmes jouent au sein de ces groupes, notamment quand on sait qu'elles assument aussi bien des rôles de combat que des rôles logistiques et d'appui. La relève doit également assurée par l'enfantement et la mise au monde de nouvelles générations de combattants. Les femmes sont, de ce fait, importantes à la réalisation des objectifs du groupe. D'autres recherches pourraient s'appuyer sur les sources écrites produites par les groupes extrémistes violents eux-mêmes, ainsi que sur les récits et témoignages de femmes de retour des zones de conflit.

Dans les révolutions religieuses, les groupes extrémistes violents se sont toujours servis de récits sur l'autonomisation des femmes comme tactique de recrutement. La représentation "idéale" de la vie d'un homme ou d'une femme, fondée sur les notions patriarcales de masculinité et de féminité, peut alimenter, chez certaines femmes, une certaine sympathie envers les groupes extrémistes violents. Les informations sur les rôles des femmes dans les groupes extrémistes violents sont plutôt antagonistes. Il est donc difficile de vérifier la façon dont les dynamiques du genre façonnent la vie des hommes et des femmes au sein de ces groupes. Par conséquent, il importe que

soient menées d'autres recherches empiriques (qualitatives et quantitatives) qui aideraient à mieux comprendre la relation qui existe entre extrémisme violent et autonomisation des femmes. Relation qui agit à la fois comme récit incitatif à l'engagement des femmes dans les rangs des groupes d'extrémisme violent et comme instrument de prévention de cet enrôlement.

Selon d'autres recherches fondées sur des témoignages, l'incapacité de l'Etat à fournir suffisamment d'aide sociale et l'absence de réponses adéquates aux besoins essentiels de la population, ont rendu les femmes plus vulnérables aux sollicitations des groupes extrémistes violents. Cela peut également s'expliquer par les taux de chômage plus élevés chez les femmes (22,7%) que chez les hommes (12,5%).

Les groupes extrémistes violents recourent également aux médias en ligne pour cibler les jeunes des deux sexes. Mais rares sont les recherches qui ont été menées pour sonder les dimensions du genre en lien avec le recrutement en ligne en Tunisie. Certaines sources, suggèrent que les femmes qui vivent en isolement, sans possibilité d'échange avec leur entourage sont plus enclines à être abordées par les groupes d'extrémisme violent sur les médias sociaux. En Tunisie, on sait que des femmes ont déjà assuré la modération de certains sites d'extrémisme violent et qu'elles ont même été promues au titre "d'influenceuses", chargées de recruter d'autres jeunes, hommes et femmes. Grami et Arfaoui rappellent le cas de Fatma Al-Zawaghi, devenue cheffe de file du groupe Ansar Al-Sharia en Tunisie, chargée du suivi des flux sur les médias sociaux et de la transmission d'instructions aux cellules de l'organisation après que les autorités tunisiennes aient emprisonné ses dirigeants en août. Elle a été arrêtée en 2014.

RECOMMANDATIONS

Destinées aux autorités :

1. Le gouvernement et autres parties prenantes devraient procéder à la collecte de données ventilées par sexe, afin de mieux éclairer les recherches sur les facteurs qui incitent au recrutement dans les groupes d'extrémisme violent, notamment quand il s'agit de femmes.

2. Les victimes de violence économique sont plus exposées au risque d'embrigadement dans des organisations terroristes. Il est important que les politiques socioéconomiques de l'Etat prévoient des approches fondées sur le genre et de venir en aide aux femmes exposées à des risques de violence économique et d'inégalité.

3. Il importe de soutenir la réforme du droit successoral vers plus d'égalité, de sorte à ce que les femmes puissent prétendre à un meilleur avenir économique.

4. Les politiques publiques d'éducation, d'emploi et de développement socioéconomique devraient cibler les groupes vulnérables et leur apporter davantage de protection, notamment les jeunes et les femmes. La définition de ses stratégies doit se faire dans le respect des spécificités régionales, de sorte à tenir compte des diversités des conditions socioéconomiques à travers le pays. Ces stratégies devraient tenir compte des différentes expériences vécues par les hommes et par les femmes.

Destinées à la société civile, à l'ONU et à toute autre partie prenante, y compris les organismes de recherche :

1. D'autres recherches empiriques de plus grande envergure sont nécessaires pour explorer les dynamiques socioéconomiques et du genre qui caractérisent le recrutement et la mobilisation dans les groupes d'extrémisme violent et les impacts sexospécifiques que cela peut avoir aussi bien sur les hommes que sur les femmes. Cela concerne également la dynamique de constitution de l'identité masculine et de formation du sentiment d'appartenance, en lien avec le recrutement de jeunes hommes par des groupes extrémistes violents.

2. D'autres recherches empiriques de plus grande envergure sont nécessaires pour déterminer de quelle façon la pauvreté relative, y compris le manque d'accès à l'emploi, la discrimination à l'encontre des femmes sur le marché du travail et le veuvage, affecte les processus d'enrôlement et de radicalisation. Cette recherche pourrait servir à l'élaboration de politiques publiques efficaces et mieux ciblées.

3. La collaboration entre associations religieuses et laïques, afin de prévenir l'extrémisme violent et de promouvoir la sécurité économique des femmes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aliaga, Lola et Kloé Tricot O'Farrell. "Counter-terror in Tunisia: A Road Paved with Good Intentions?" London : Saferworld, 2017, <https://www.saferworld.org.uk/long-reads/counter-terror-in-tunisia-a-road-paved-with-good-intentions>.
- Al Maghreb. "Tunisian Women in the Salafist Takfiri Fighting Organizations." Al Maghreb, 5 janvier 2017.
- Gambetta, Diego and Steffen Hertog. Engineers of Jihad: The Curious Connection between Violent Extremism and Education. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2016.
- Grami, Amel. "Why Tunisian Women are Involved in Terrorism?" Tunisie Telegraph, 14 August 2015.
- Grami, Amel and Monia Arfaoui. Les femmes et le terrorisme: étude genre [Women and terrorism: gender study]. Tunis: Maison Miskilini, 2017.
- Hamza, Nabila. "Femmes Jihadistes, actrices à part entière ou simples victimes ?". Leaders, juillet 2016. http://www.leaders.com.tn/uploads/FCK_files/Femmes%20jihadistes.pdf
- Hannachi, Abdellatif. "Tunisian women within Armed Salafi-Takfiri Organizations." Le Maghreb, 5 janvier 2017.
- Ilyas, Mohammed. "Women affiliated with Muslims against Crusades and Women 4 Shariah." Journal of Muslims in Europe 3, 1 (2014): 49-65.
- Jacques, Karen, and Paul J. Taylor. "Female Terrorism : A Review." Terrorism and Political Violence 21, 3 (2009): 499-515. DOI: 10.1080/09546550902984042.
- Johnston, Melissa, Jacqui True and Zineb Benalla. "Gender Equality and Violent Extremism: A Research Agenda for Libya." Le Caire : ONU Femmes 2019.
- Lahoud, Nelly. "Empowerment or Subjugation : An Analysis of Isil's Gender Messaging." ONU Femmes : New York, 2018.
- Macdonald, Geoffrey and Luke Waggoner. "Dashed Hopes and Extremism in Tunisia" Journal of Democracy 29, 1 (2018): 126-140.
- Oxfam et ONU Femmes. "Penser le genre dans les réponse à l'extrémisme violent en Tunisie: Enjeux conceptuels, état des lieux, pistes d'action'." Oxfam et ONU Femmes : Tunis, novembre 2018. <https://maghreb.unwomen.org/fr/ressources-medias/publications/2018/12/penser-le-genre-dans-les-reponses-a-lextremisme-violent-en-tunisie#view>
- Pearson, Elizabeth et Emily Winterbotham. "Women, Gender and Daesh Radicalisation." The RUSI Journal 162, 3 (2017): 60-72. DOI: 10.1080/03071847.2017.1353251.
- Radaoui, Ridha, Imen Kochbati et Mariem Kzara. "Le terrorisme en Tunisie à travers les dossier judiciaires." Tunis : Centre Tunisien de Recherces et d'Etudes sur le Terrorisme, Forum des Droits Economiques et Sociaux, octobre 2016.
- Raflick, Jenny. Terrorisme et mondialisation : Approches historiques. Paris: Bibliothèque des sciences humaines, 2016.
- Youssef, Maro et Hamza Mighri. "Women's Groups Take on Radicalization in Tunisia." Washington, D.C. : Dotation Carnegie Endowment for International Peace, 26 mars 2019. <https://carnegieendowment.org/sada/78685>.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). "Journey to Extremism in Africa : Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment." New York : UNDP, 2017.
- Zelin, Aaron Y. "Tunisia's Female Jihadists." The Washington Institute Policy Watch, 31 octobre 2018, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/tunisia-female-jihadists>.

Les points de vue exprimés dans cette publication n'engagent que l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux d'ONU Femmes et du Centre de Recherche sur le Genre, la Paix et la Sécurité de l'Université Monash.



MONASH
University

MONASH
GENDER
PEACE AND
SECURITY